

Dossier de réponse à l'avis de l'ARS

Maître d'Ouvrage

CEPE Plaine de Thou

330 Rue du Mourelet - Z.I. de Courtine - 84000 AVIGNON

**MEMOIRE EN REPONSE A L'AVIS DE
L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
REF : 25AH213AVS109**

DEMANDE AE N°23941833

**CENTRALE EOLIENNE DE PRODUCTION D'ELECTRICITE
« CEPE PLAINE DE THOU »**

COMMUNE DE ROUILLE (86)

PREAMBULE

Le dossier de demande d'Autorisation Environnementale n°23941833 a été déposé auprès de la Préfecture de la Vienne en date du 6 février 2025 par la société **CEPE Plaine de Thou**, pour l'installation d'une centrale éolienne de production d'électricité au lieu-dit « Plaine de Thou ».

Dans le cadre de l'instruction de cette demande d'Autorisation environnementale, l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine a publié en date du 12 juin 2025 son avis du Pôle Santé Publique Environnementale – Service Santé Environnement (Avis ref : 25AH213AVS109).

En réponse à cet avis, la société CEPE Plaine de Thou apporte des éléments d'information complémentaires à la compréhension de son dossier de demande d'autorisation.

Les parties de l'avis de l'ARS sont reprises dans un encadré bleu, la réponse de la CEPE est apportée en suivant.

Compte tenu du risque de pollution sur la ressource en eau lors de la phase travaux, le projet tel que présenté ne pourra se passer de l'avis d'un hydrogéologue agréé. Je vous invite à envoyer une demande de saisie d'hydrogéologue agréé à l'ARS aux adresses suivantes : ars-dd86-sante-environnement@ars.sante.fr, ars-dd79-sante-environnement@ars.sante.fr. Un hydrogéologue agréé sera ensuite nommé pour étudier le dossier.

Le pétitionnaire pourrait également faire le choix de décaler l'éolienne E2 afin qu'elle soit en dehors du périmètre de protection éloignée, dans ce cas un avis hydrogéologique ne sera pas requis.

Réponse :

Le risque de pollution sur la ressource en eau, comme les autres enjeux relatifs au milieu physique, ont bien été pris en compte dans le dossier. Le tableau page 67 de l'étude d'impact représente une synthèse des enjeux issus de l'état initial du milieu physique :

Tableau 1: Synthèse des enjeux issus de l'analyse de l'état initial du milieu physique

	Thématique	Enjeu retenu	Niveau d'enjeu	Recommandations pour l'implantation d'un parc éolien
Sol	Formation géomorphologique	La ZIP prend place dans un contexte topographique légèrement vallonné. La ZIP présente une topographie légèrement inclinée vers le Sud-Est.	Modéré	-
	Formation géologique	Le sous-sol est principalement composé de formations assez perméables, datant du jurassique.	Modéré	Réalisation d'une étude géotechnique.
	Formation pédologique	Les sols sont principalement de type brunisols. Ces derniers sont valorisés par l'agriculture. Aucune zone humide pédologique ne se place au droit des terrains du site d'étude.	Faible	Traitement des laitances de bétons avant rejet dans le milieu naturel afin de préserver le pH du sol.
Eau	Masses d'eau souterraines	La ZIP se trouve au droit de 4 masses d'eau souterraines. Concernant ces masses d'eau, les variations saisonnières du niveau piézométrique sont régulières, ce qui traduit un bon état quantitatif de ces masses d'eau.	Modéré	Maîtrise du risque de pollution en phase chantier. Assurer la continuité écologique des cours d'eau.
	Réseau hydrographique superficiel	Aucun cours d'eau ne traverse la ZIP. Seuls des fossés ont été observés, en bordure des voies de circulation et entre certaines parcelles agricoles. Le cours d'eau le plus proche est identifié à 1,7 km au Nord de la ZIP. Il s'agit du ruisseau de la Chaussée.	Modéré	
	Usages des eaux	Le Sud-Ouest de la ZIP est inclus dans le périmètre de protection éloignée de la prise d'eau de « La Corbelière ».	Fort	Les dossiers seront portés à la connaissance du SMPAEP de la Région de Saint Maixent l'Ecole pour avis technique lors de leur instruction
Climat	Données météorologiques	En région Nouvelle-Aquitaine, comme sur l'ensemble du territoire métropolitain, le changement climatique se traduit principalement par une hausse des températures, marquée surtout depuis les années 1980.	Fort	-

En croisant ces enjeux avec les effets du projet, l'étude conclut à un impact brut modéré sur les trois thématiques liées à l'enjeu « EAU » :

Tableau 2: impact brut sur le milieu physique (page 412 de l'étude d'impact)

Impacts potentiels		Temporalité	Durée	Direct / Indirect / Induit	Qualité	Intensité	Mesure à appliquer ?
Code	Description						
IMP 1	Modification structurelle des formations géologiques	Temporaire	Phase chantier	Direct	Négatif	Fort	Oui
IMP 2	Modification structurelle des formations pédologiques	Temporaire	Phase chantier	Direct	Négatif	Modéré	Oui
IMP 3	Modification structurelle des formations pédologiques due à l'arrachage des haies	Temporaire	Phase chantier	Direct	Négatif	Modéré	Oui
IMP 5	Risque de dégradation des eaux souterraines par des pollutions accidentelles et chroniques durant le chantier	Temporaire	Phase chantier	Direct	Négatif	Modéré	Oui
IMP 6	Risque de dégradation des eaux superficielles par des pollutions accidentelles et chroniques durant le chantier	Temporaire	Phase chantier	Direct	Négatif	Modéré	Oui
IMP 7	Risque de dégradation de la qualité des eaux souterraines captées pour l'alimentation en eau potable	Temporaire	Phase chantier	Direct	Négatif	Modéré	Oui

L'étude conclut par la suite, à la page 439, que la mise en place de la mesure « MR 11 : Réduction du risque de pollution accidentelle » décrites page 432, permet d'amener l'impact résiduel à un niveau faible. Cette mesure concerne notamment :

- Le stockage des produits de types huiles et hydrocarbure. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux des sols devra être équipée d'un bac de rétention permettant de recueillir un volume au moins équivalent à celui stocké ;
- Les engins nécessaires à la phase chantier, qui seront régulièrement entretenus. Les opérations d'entretien des engins seront effectuées sur des aires adaptées dans un atelier à l'extérieur du site ou sur un site au sein d'une aire de rétention étanche ;
- L'utilisation de kit anti-pollution. En cas de pollution accidentelle en dehors des plateformes sécurisées, les zones contaminées seront rapidement traitées et purgées. Un stock de sable ainsi que des kits anti-pollution seront mis à disposition sur le site ;

Finalement, d'après l'étude d'impact, les risques de pollution sur la ressource en eau lors de la phase travaux sont jugés faible.

Par ailleurs, dans le cadre de l'enquête publique, **la CLE du SAGE Clain a émis un avis favorable au projet.**

Cet avis est consultable sur le site internet de l'enquête publique du projet : à la page 3 dudit avis, il est bien fait mention au fait que le projet se trouve dans le périmètre de protection éloignée de la prise d'eau de « La Corbelière ». Cet aspect a donc été analysé par la CLE dans sa prise de position.

Afin de solidifier les conclusions du dossier, le porteur de projet s'engage à suivre l'avis de l'ARS et mandatera un hydrogéologue agréé à l'ARS.

L'étude acoustique a révélé que le fonctionnement des éoliennes du parc de la Plaine de Thou ne respecte pas toujours la seule acoustique d'urgence réglementaire. Un plan de gestion acoustique sera mis en place afin de prévoir un mode de fonctionnement du parc respectant les critères acoustiques réglementaires.

L'étude acoustique devra être affinée une fois le modèle d'éolienne choisi au moment de la construction du parc de Plaine de Thou en prenant en compte le choix de machine retenu pour le parc de Mélusine.

Q ENERGY France s'assurera à ce moment de la conformité des émissions sonores du parc de Plaine de Thou par rapport aux effets cumulés afin d'assurer l'exploitation du parc en conformité avec aux limites réglementaires.

L'étude mentionne que les urgences liées à l'impact acoustique cumulé des deux projets éoliens respectent les limites de 3dB entre 22h et 07h et 5dB entre 07h et 22h imposées par l'arrêté du 26 août 2011.

En cas de dépassement des valeurs réglementaires pendant la phase d'exploitation, des mesures de bridage devront être prises. De nouvelles mesures sonométriques seront nécessaires après mise en service des éoliennes, afin de vérifier le respect permanent des urgences réglementaires et, éventuellement, de mettre en œuvre des mesures compensatoires complémentaires. Ces mesures compensatoires pourraient également s'étendre aux cas non pris en compte par la réglementation (bruit ambiant inférieur à 35 dB(A)) et où l'urgence dépasse, de nuit, les 3 dB(A) réglementaires (urgences non calculées dans l'étude) ; cas qui sont nombreux dans cette étude malgré l'application des mesures de bridage prévues. Ces situations peuvent en effet constituer une gêne pour les habitants, et être reconnues comme telle par les tribunaux civils.

Réponse :

L'étude acoustique montre que le parc éolien de Plaine de Thou respecte les exigences réglementaires de l'arrêté du 26 août 2011, pour les périodes diurnes et nocturnes.

Par ailleurs, comme mentionné dans le volume 4 de l'étude d'impact (p.58), l'étude sera affinée au moment du choix définitif des machines sur les deux projets (Plaine de Thou et Mélusine) afin de prendre en compte les effets acoustiques cumulés.

Dans l'année qui suivra la mise en service du parc, un contrôle acoustique sera réalisé par un bureau d'étude acoustique indépendant pour vérifier le respect des limites réglementaires en vigueur conformément à l'arrêté du 26 août 2011. La DREAL et l'exploitant s'assurent en outre de la conformité acoustique tout au long de la vie du parc. A l'issue de cette étude acoustique, s'il en ressort que des mesures de bridages acoustiques sont nécessaires alors l'exploitant les mettra en œuvre, conformément à la réglementation.

Le critère d'urgence est utilisé pour limiter les nuisances sonores. Toutefois, la réglementation prévoit que ce critère ne s'applique que lorsque le niveau de bruit ambiant est supérieur ou égal à 35 dB. En dessous de ce seuil, l'ambiance sonore est considérée comme suffisamment faible pour ne pas nécessiter l'application du critère d'urgence.

Le porteur de projet rappelle qu'un niveau de 40dB correspond à un niveau rencontré dans une salle de séjour et 30dB à celui rencontré dans une chambre à coucher. Des niveaux inférieurs à 35dB correspondent donc à des niveaux d'ambiances « calmes ».

L'ambrosie à feuilles d'armoise, espèce végétale nuisible, est présente dans le département de la Vienne.

Elle constitue un enjeu majeur pour la santé publique. Il conviendra d'y apporter une attention particulière afin d'éviter son installation lors du chantier par l'apport de terres saines. Par ailleurs, la mise en place de mesures de surveillance et de lutte telles que l'arrachage en cas de détection sera nécessaire. A ce sujet, les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2023/ARS/DD86-PSPE/09 du 12 avril 2023 fixant les modalités de surveillance, de prévention et de lutte contre l'ambrosie dans le département de la Vienne, devront être scrupuleusement respectées. En cas de détection d'un plan d'ambrosie, un signalement devra être effectué à l'adresse suivante : <https://signalement-ambrosie.atlasante.fr/dashboard>.

Réponse :

Le porteur de projet prend bonne note de cet arrêté préfectoral concernant l'ambrosie à feuilles d'armoise. En cas de détection de cette espèce, les modalités propres au département de la Vienne seront respectées.

Le porteur de projet aimerait aussi rappeler que la gestion des espèces exotiques envahissantes a bien été prise en compte dans le dossier :

- A travers la mesure « MR 5 : Gestion des espèces exotiques envahissantes », décrite à la page 423 de l'étude d'impact ;
- A travers la mesure « MR 10 : Gestion des terres excavées », décrite page 431, précisant notamment que les terres matériaux excavées seront réutilisées en priorité, ce qui devrait limiter tout apport de terre exogène.

Le moustique tigre, sous certaines conditions, peut être vecteur de la dengue, du chikungunya ou du zika, qui sont des maladies à déclaration obligatoire. L'ARS appelle à une forte vigilance sur le risque sanitaire lié à la présence du moustique tigre et conseille la mise en place d'actions de sensibilisation et de communication sur le sujet. La suppression des gîtes larvaires, lieux de ponte des moustiques tigres, est l'action la plus efficace pour lutter contre l'implantation du moustique tigre. Ces gîtes sont principalement des faibles volumes d'eaux stagnantes présents dans les jardins. En cas de détection d'un moustique tigre, il est possible de participer à sa surveillance en le signalant sur le site suivant : https://signalement-moustique.anses.fr/signalement_albopictus/.

Réponse :

Le porteur de projet prend bonne note qu'il est possible de participer à sa surveillance en le signalant sur le site cité au-dessus.